

# Déclaration à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai 2013

mardi 30 avril 2013, par [PST \(Algérie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 1er mai 2013).

## **Mobilisons-nous contre le libéralisme et la corruption !**

Construisons le front uni des travailleurs, des chômeurs et des opprimés !

Les travailleurs célèbrent le 1<sup>er</sup> Mai 2013, journée internationale des travailleurs, dans un contexte de résistance à l'offensive libérale du système capitaliste en crise. C'est une offensive contre les salaires et l'emploi, contre les libertés et la souveraineté des peuples, une offensive destructrice de l'environnement et de l'équilibre écologique de la planète. Mais, en Grèce comme en Espagne et au Portugal, en Italie comme à Chypre et en France, et dans toute l'Europe, les travailleurs et les masses populaires organisent la résistance après les grandes mobilisations du mouvement des indignés aux USA et en Europe.

En Tunisie et en Egypte, les nouvelles dictatures conservatrices, soutenues par les puissances impérialistes, tentent de mettre fin à la dynamique révolutionnaire, qui a chassé en 2011 les dictateurs libéraux Ben Ali et Moubarak. Mais, les travailleurs et les opprimés résistent par leurs mobilisations pour le pain, la liberté et la justice sociale et contre la confiscation de leur « révolution ». L'intervention néocoloniale et impérialiste en Libye et en Syrie, financée par les dictatures monarchiques du Qatar et de l'Arabie Saoudite, étouffe les aspirations légitimes des peuples à la dignité et à la liberté. L'intervention militaire française au Mali obéit à cette même logique néocoloniale dans le but de mettre la main sur les richesses des peuples.

En Algérie, le régime libéral de Boutaflika, en fin de règne, a mené le pays à l'impasse. En dépit d'une aisance financière sans précédent, la destruction du tissu industriel public et l'abandon du développement et la modernisation de l'agriculture ont produit le désastre social que nous vivons aujourd'hui. L'importation de tous les biens (50 milliards de dollars en 2012), qui a été érigée en « mode de production », et la limitation des libertés démocratiques et syndicales par l'autoritarisme ont profité à la dilapidation des finances publiques et à la corruption dans les plus hautes sphères de l'Etat menaçant le pays dans ses fondements.

Les plans d'investissements publics, qui avoisinent les 400 milliards de dollars durant la dernière décennie, ont profité aux affairistes privés et aux barons de l'import, aux multinationales et à l'économie des pays riches. Les grands projets de Boutaflika, déjà surévalués au départ et lancés avec une grande propagande, sont constamment réévalués et non encore livrés dans les délais (autoroute, métro, etc.). Le libéralisme qui a engendré la corruption et le pillage de nos richesses par les puissances impérialistes a enfoncé les travailleurs algériens et les masses populaires dans le chômage et la précarité. Le libéralisme a aggravé la crise du logement, il a détruit la santé publique et le système éducatif de notre pays.

Cependant, le front social n'a pas baissé les bras. Les résistances sociales et les luttes des travailleurs dans tous les secteurs et dans toutes les régions du pays, mêmes inégales et manquant de coordination et de cristallisation politique, ont empêché une destruction plus grande du secteur public et un bradage plus vaste de nos richesses. Les grèves des travailleurs dans l'industrie, dans les PTT, dans l'éducation et la santé, dans les transports, .... d'une part et, d'autre part, les grandes mobilisations de la jeunesse contre le chômage et la précarité de l'emploi, contre la distribution

injuste des logements, pour l'eau et l'électricité, pour des conditions de vie meilleures, pour les libertés et la dignité ... ont imposé, comme en 2005/2006, le retrait de la loi légalisant le bradage des hydrocarbures et ont ralenti la mise en œuvre de la « livraison de l'Algérie » au capitalisme mondial, comme l'adhésion à l'OMC qu'il nous faut combattre aujourd'hui plus que jamais.

Aussi, dans ce contexte des grandes manœuvres politiciennes en prévision de la révision de la constitution et de la présidentielle de 2014, les travailleurs (euses), les jeunes et les masses populaires de notre pays doivent bâtir le camp du front social anti libéral et démocratique. Il nous faut se saisir du débat sur la Constitution pour imposer et inscrire : le droit au travail et au logement pour tous, le droit à la santé publique gratuite et de qualité, le droit à une école publique gratuite ouverte sur la science et le savoir pour tous les enfants du peuple. Ces droits impliquent aussi l'inscription dans la constitution d'un modèle de développement économique et social anti libéral et orienté vers des objectifs qui renforcent l'indépendance nationale par l'industrialisation du pays et la modernisation de l'agriculture en s'appuyant sur un secteur public fort et soutenu. Un modèle de développement garantissant la satisfaction des besoins sociaux de la majorité de notre peuple. C'est pourquoi il nous faut inscrire aussi dans la constitution nos libertés démocratiques, notamment nos libertés d'organisation, d'expression, de manifestation et de grève. Et bien sûr, il nous faut inscrire le droit des femmes à l'émancipation et l'égalité des droits entre les sexes.

Mais, pour imposer ces droits il nous faut construire un rapport de force politique dans la société pour élire une assemblée constituante où la voix des travailleurs, des jeunes, des femmes et des paysans pauvres soit majoritaire. Il nous faut construire une convergence des forces politiques de gauche, des forces syndicales, du mouvement des chômeurs et de toutes les forces sociales en lutte pour imposer un avenir meilleur pour nos enfants et pour notre pays. Pour imposer une alternative à la barbarie capitaliste et édifier un monde où règnent la justice sociale, les libertés démocratiques et la solidarité à l'échelle de l'humanité.

- Pour l'unité des travailleurs ! Pour l'indépendance de classe !
- Pour un front anti libéral et anti impérialiste !
- Pour les libertés démocratiques ! Pour les droits d'expression, d'organisation, de manifestation et de grève !
- Solidarité avec les peuples en lutte pour leur émancipation et pour la justice sociale !

Vive la lutte des travailleurs, vive la lutte des chômeurs ! vive le 1<sup>er</sup> MAI !

**Le Secrétariat national du Parti socialiste des Travailleurs (PST)**

---